

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Neste Energie Avenir

998 route des Usines
65300 Lannemezan

Références : 2024-0581-DP
Code AIOT : 0100003255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement Neste Energie Avenir implanté 998 route des Usines 65300 Lannemezan. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient à la suite du signalement de l'association d'Ecologie Pyrénéenne et d'Initiative pour la Nature et l'Environnement (EPINE) auprès de l'OFB, sur la destruction d'un continuum boisé à préserver dans le périmètre autorisé du projet porté par la société SVD 94, filiale du groupe DALKIA, de chaudière à combustibles solides de récupération.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Neste Energie Avenir

- 998 route des Usines 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0100003255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SVD 94 a été autorisée, par arrêté préfectoral du 08/09/2023, à exploiter une chaufferie CSR sur la commune de Lannemezan. Les travaux de construction de l'installation ont débuté en mai 2024, pour une mise en service prévue début 2026.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	5. MESURES d'ÉVITEMENT , DE Réduction et de compensation	Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 5.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	5. MESURES d'ÉVITEMENT, DE Réduction et de compensation	Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 5.2	Sans objet
3	Prévention et gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 6.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le continuum boisé, dont la préservation était prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/09/2023, a été recouvert par des terres de déblais du chantier de génie civil de la chaufferie CSR. Les éléments recueillis ont permis d'établir que préalablement à la prise de l'arrêté d'autorisation, le continuum avait fait l'objet d'une opération de débroussaillage par le propriétaire du terrain, en vue de limiter la présence sur le secteur, de sangliers occasionnant des dégâts dans les cultures voisines. Il est demandé à SVD 94 de transmettre un dossier pour la renaturation de la zone impactée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 5. MESURES d'ÉVITEMENT, DE Réduction et de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 5.1
Thème(s) : Autre, Mesures prévues
Prescription contrôlée : Mesure E1 : Préservation d'un continuum boisé : Maintien du boisement en bon état durant toute la durée du chantier Opérations de défrichement à prévoir sur période de septembre à mi-mars (hors périodes de nidification) Condition de suivi : Délimitation avant le début des opérations de défrichement Mesure E2 : Conservation de la formation hygrophile et pionnière identifiée (466 m ²) avec maintien intégral de la zone humide durant les travaux par délimitation Mesure R1 : Adaptation du calendrier de chantier en faveur de la faune en réalisant les travaux de débroussaillage (fourrés arbustifs à arborescents) durant l'absence de la Tourterelle des Bois dans les périodes de septembre à mi-mars. Conditions de suivi : Surveillance visuelle et respect des bonnes pratiques de chantier et présence permanente d'un responsable du chantier pendant les travaux ; Mesures R2 : Protection du sol, du sous-sol et des eaux souterraines en mettant en place de bonnes pratiques de chantier et matériel de prévention des pollutions : tous les produits liquides susceptibles d'occasionner une pollution qui seront mis en œuvre pendant la durée de chantier seront disposés sur des bacs de rétentions permettant d'éviter tout risque d'écoulement accidentel, et donc de protection des sous-sols et des eaux souterraines ; utilisation d'engins de chantier respectant les normes en vigueur et en bon état de fonctionnement et d'entretien ; lavage des engins avant le début des travaux sur une aire de lavage adaptée pour éviter tout lessivage des polluants routiers ou autres sur le site en cas de pluie ; utilisation de bacs de rétention de volumes adaptés pour tous les liquides potentiellement polluants qui pourront être présents sur le chantier ; présence de kits anti-pollution en nombre suffisant pendant toute la durée du chantier et personne référente pour leur utilisation ; en cas de déversement d'un liquide malgré les mesures de prévention mises en œuvre, l'administration sera immédiatement alertée et les mesures adéquates mises en œuvre pour éviter tout risque de contamination du sol et des eaux souterraines ; l'ensemble de ces recommandations seront partie intégrante du cahier des charges de l'entreprise chargée du chantier.
Constats : La zone hygrophile pionnière est délimitée par un ruban de signalisation de chantier et a intégralement été préservée dans le cadre de la réalisation du chantier. Les fluides (huiles, carburant) sont stockés sur rétention dans un algéco destiné au matériel technique. La zone correspondant au continuum boisé est entièrement recouverte par des merlons de terre constitués des déblais de terrassement du chantier.

<p>Le porteur de projet indique qu'à son insu et à la demande de la fédération départementale des chasseurs des Hautes-Pyrénées, la société ARKEMA propriétaire des terrains, a procédé au débroussaillage du continuum boisé en novembre 2021. Ce débroussaillage a été motivé par le fait que des sangliers causant des dégâts dans les cultures environnantes venaient trouver refuge dans le continuum boisé. Par la suite, le porteur de projet a sollicité, en mars 2024, l'accord de la DDT65 qui a délivré les permis de construire, pour le talutage des déblais sur la zone non construite du chantier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il sera prescrit à l'exploitant, la transmission à l'inspection des installations classées, d'un dossier établi par un écologue, de renaturation du continuum boisé, puis la réalisation en tant que tel des travaux de renaturation à l'issue de la phase de chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : 5. MESURES d'ÉVITEMENT, DE Réduction et de compensation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi des mesures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires. L'ensemble des préconisations en lien avec chantier (mesures E1, E2, R1 et R2) seront intégrées et traduites dans le cahier des charges à destination des opérateurs de chantier. Les enjeux à prendre en compte y seront clairement définis</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu consulter :</p> <ul style="list-style-type: none"> le PLAN DE PREVENTION référencé PP030507-1, justifiant de l'abatage des arbustes entre septembre et mi-mars (07/03/2024). le contrat de février 2024, conclu entre DALKIA, maison mère de SVD 94, et SEG FAYAT, pour le lot n°4 - Génie civil - VRD et pont bascule du chantier. Ce contrat reprend les obligations liées à l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>SVD 94 transmettra à l'inspection des installations classées le bilan 2024 commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prévention et gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2023, article 6.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
Constats : Les déchets de chantier sont stockés selon leur nature dans des bacs distincts (papier-carton, ferrailles, inertes, DIB, déchets dangereux). Les conditions de stockage n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite